



N° 87
Juillet 1966

Bulletin d'information

F. REIDE - 10, rue de Solférino
C.C.P. Paris 13.922-66

10, Rue de Solférino, 10
Tél. 783-21-38

du Syndicat C.G.T. des Personnels Techniques et Administratifs
du Centre National de la Recherche Scientifique

PARIS.... POITIERS etc.... La Défense de la
Recherche et de nos revendications est en bonne voie.

Ce dernier Bulletin avant les vacances paraît à une période où de nombreux collègues, après une année de travail mais aussi d'actions revendicatives, sont partis chercher la détente et un repos mérité.

Cependant les vacances ne feront pas pour autant disparaître les problèmes, aussi nous devons être prêts dès la rentrée à poursuivre l'action engagée pour le budget 1967. Les manifestations qui se sont déroulées récemment, notamment au cours de la semaine d'action du 20 au 26 Juin, nous permettent d'être optimistes dans l'issue de notre lutte qui s'affirme plus énergique et efficace.

Les travailleurs du CNRS ont manifesté clairement leur approbation des méthodes d'action que notre syndicat a constamment défendu au sein du Comité d'entente : actions de masse dirigées vers l'opinion publique.

La réussite de la manifestation en blouse blanche Place du Palais Royal, avec un meeting improvisé, le défile Avenue de l'Opéra avec pancartes et banderoles, l'accueil de la population lors de la manifestation, sont autant d'éléments prouvant les appréciations de notre syndicat sur la combativité des personnels et la nécessité d'actions plus vigoureuses.

Un autre exemple est tout aussi significatif, l'action de Poitiers dans le cadre de la semaine d'action :

C'est à partir des décisions de notre Xe Congrès et des directives données par le bureau national sur l'orientation et les formes nécessaires de la lutte pour la défense de la Recherche que les camarades de Poitiers ont réalisé un excellent travail : création d'un Comité d'entente local qui a organisé la campagne sur le plan local, popularisé celle-ci dans la presse locale, rédigé un mémoire sur la situation de la Recherche dans l'Académie de Poitiers, analysé le 5ème plan en mettant en évidence ses insuffisances et lacunes et le non respect des objectifs ruraux de ce plan. L'envoi d'un mémoire à toutes les personnalités du département et une série d'entrevues ont permis la popularisation maximum des problèmes de la Recherche. Parmi les entrevues, l'une d'elle avait un caractère particulier, puisqu'elle avait comme interlocuteur face aux représentants syndicaux le Maire (UNR) de Poitiers qui devait présider quelques jours plus tard le Conseil National de l'UNR dont l'une des séances était consacrée à la Recherche scientifique.

Ces deux exemples : Paris et Poitiers ne sont pas les seuls, les informations qui nous sont parvenues depuis font état d'un excellent travail à Marseille, Toulouse, Roscoff etc...

Nous sommes sur la bonne voie mais il nous faut admettre que l'adversaire est de taille et que nos actions doivent donc être : tenaces, continues et prouver par leur efficacité notre volonté de faire céder le pouvoir.

Dans un climat d'unité de toutes les organisations syndicales, avec le souci de la participation de tous les personnels à la lutte, il nous faut travailler à la prise de conscience de l'opinion publique sur les problèmes de la Recherche afin que par son soutien soit infléchie l'orientation du gouvernement en cette matière. Notre organisation fidèle à ses traditions et aspirations continuera au sein du Comité d'entente à défendre les positions nettement exprimées par notre Xe Congrès qui se traduisent par une dénonciation sans équivoque du caractère de classe du gouvernement en matière d'enseignement et de Recherche scientifique et pour une action énergique de masse contre ses objectifs.

Bonnes vacances donc à tous nos adhérents et amis, à bientôt pour dès la rentrée faire connaître notre volonté d'obtenir la sortie de nos modifications statutaires des crédits et des postes en nombre suffisant pour le budget de 1967.

MOTION

Dans le cadre de la semaine d'action de tous les organismes de recherche, les personnels techniques et administratifs et les ouvriers d'état du C.N.R.S. réunis le 21 juin 1966 en Assemblée Générale au cours de la journée d'action des personnels du Centre National de la Recherche Scientifique.

- Après avoir entendu l'exposé des contre-propositions des Finances concernant les modifications de leur statut, constatent que, sans répondre à toutes les demandes du personnel, elles en satisfont un certain nombre. Compte tenu de la longueur des négociations et du fait que l'accord s'est réalisé entre le C.N.R.S. l'Education Nationale et les Finances, ils exigent la sortie de ces modifications avant les vacances.

- Conscients de l'importance du budget 1967 succédant à un budget insuffisant en 1966, ils réitèrent leur demande de création de 2.000 postes de techniciens, et de crédits permettant l'expansion du C.N.R.S.

La "maison" de notre journal

La "Vie Ouvrière" chacun le sait est le journal de masse de la CGT. Elle est le porte-parole de tous les syndicats CGT. C'est grâce à la "Vie Ouvrière" que chaque travailleur peut connaître l'ensemble des problèmes d'actualité qui se posent au monde du travail.

La "Vie Ouvrière" doit être votre journal, elle vous informe sur les conditions de travail et les luttes des travailleurs de France et du monde, mais c'est également un magazine dont des centaines de milliers de lecteurs apprécient les rubriques juridiques, scientifiques, sportives et culturelles et sur tous les problèmes d'actualité.

La raison de cet article sur le journal de la CGT est de vous inviter à lui permettre de s'améliorer encore par vos critiques, vos suggestions et de lui donner matériellement des moyens accrus.

Actuellement notre VO est logée dans un immeuble de la rue des Fêtes à PARIS, immeuble exproprié par la Ville de Paris à la suite de travaux d'urbanisme. Il est donc nécessaire de trouver de nouveaux locaux. Par ailleurs la VO possède actuellement différents services éparpillés dans Paris et un regroupement de ces différents services s'impose.

Pour ces différentes raisons le bureau Confédéral de la CGT a lancé une souscription nationale pour la "Maison de la VO", déjà plusieurs sections de notre syndicat ont fait des versements importants (Bellevue, Orsay, Gif) ; pour sa part le bureau National a versé 1000 francs (nouveaux).

Chacun doit avoir à coeur de contribuer à l'implantation d'une maison digne de ce journal et de ses différents services. Nous exprimons le voeu qu'un grand nombre de collègues fasse bon accueil à la souscription et aux bons de soutien qui leur seront proposés par les responsables de section. Chacun de nos syndiqués, chaque section se doit d'apporter une contribution à l'édifice commun.

Les Oeuvres Sociales

Que les oeuvres sociales soient insuffisamment développées au CNRS est un fait donc chacun est à même de se rendre compte par son expérience personnelle.

C'est une des raisons pour laquelle notre dernier Congrès s'est largement préoccupé de ce problème et aussi parce qu'il apparaît que le moment est venu d'exiger du CNRS la mise en oeuvre d'une politique cohérente et résolue en matière de réalisations sociales.

C'est dans ce contexte que Monsieur LASRY Directeur administratif du CNRS acceptait la création d'une commission d'Oeuvres sociales répondant ainsi favorablement à une demande de l'Intersyndicale.

Une première remarque s'impose. Malgré les promesses d'une réunion à la fin Juin, cette commission n'a à ce jour pas été réunie. Cette situation ne saurait se prolonger sans provoquer de réaction dans le personnel !... Reste à définir le rôle de nos représentants à cette commission et la politique que nous entendons défendre aussi bien avec nos partenaires de l'Intersyndicale que face à l'administration.

Il ressort d'une large discussion du Bureau National que notre action doit être résolument revendicative. Rien ne serait plus dangereux et inefficace que de doubler plus ou moins le rôle du CAES c'est à dire de nous restreindre à la répartition des crédits-parcimonieux distribués par l'Etat et notre administration pour ce domaine. Nous n'ignorons pas que le CNRS ne dispose pas d'une liberté totale mais nous voulons savoir dans les rubriques : logements, cantines, crèches, centres aérés et garderies, comités d'hygiène et de sécurité en outre où sont les difficultés, à quelle porte il faut frapper et quel verrou il est nécessaire de forcer pour obtenir satisfaction. L'expérience nous a appris que beaucoup de choses que l'on nous présentait comme impossible ont été réalisées lorsque le personnel s'est montré résolu à les obtenir !

Il nous appartiendra aussi de faire en sorte que la représentation du personnel ne soit pas symbolique.

Cependant si l'action des représentants syndicaux à la commission d'Oeuvres sociales peut être efficace, il serait illusoire de croire qu'elle peut aboutir à des résultats concrets sans un grand courant revendicatif dans le personnel. Il appartient donc aux sections, en s'inspirant des résolutions du Congrès, d'établir un programme revendicatif adapté aux conditions locales, de le faire connaître au personnel, de le proposer aux autres organisations syndicales et que devenu l'affaire de tous, il soit présenté aux directions locales.

C'est ainsi que, sans avoir la prétention de tout régler en même temps, nous obtiendrons progressivement que les oeuvres sociales aient à l'intérieur du CNRS la place importante qui doit leur revenir.

Pour la Paix au Viet-Nam

Le 21 juillet 1954, les accords de Genève mettaient fin à la guerre d'Indochine. Ils stipulaient, en particulier, le caractère provisoire de la séparation du pays en deux zones, de part et d'autre du 17ème parallèle, et le règlement des problèmes politiques par les Vietnamiens eux-mêmes, au moyen d'élections dans un délai de 2 ans.

Le Nord respecta les accords et ne cesse, depuis, d'en réclamer l'application, mais au Sud, le gouvernement, avec l'appui des Américains refusa de d'y conformer.

Bien que s'étant engagés à respecter les accords, les U.S.A. patronnent ou renversent à leur guise des gouvernements fantoches, honnis par le peuple, intervenant par le moyen de "conseillers militaires" d'abord, puis directement aujourd'hui avec 280.000 hommes, les U.S.A. dévastent sous leurs bombes des territoires dont plus des quatre cinquièmes leur échappent.

La scandaleuse attitude des U.S.A. qui martyrisent un peuple courageux est également grosse de dangers, car où va s'arrêter la folle "escalade" entamée par la colossale puissance militaire américaine rendue enragée par la lutte admirable d'un petit pays décidé à lutter pour sa liberté et son indépendance ?

Le dernier en date des échelons de la politique d'escalade des U.S.A. est le bombardement de Hanoi et de Haiphong. Dans le monde entier, comme à Paris, des manifestations populaires ont eu lieu pour protester contre l'agression américaine. La réprobation populaire doit s'amplifier toujours.

Notre Syndicat dénonce l'attitude des U.S.A. et soutient toute action pour aboutir à la paix par l'application des accords de Genève. Il est l'un des quatre animateurs du Collectif Intersyndical d'Action pour la Paix au Viet-Nam en compagnie du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur, du Syndicat National des Chercheurs Scientifiques, et de l'UNEF. Ce collectif publie un bulletin d'information dont nous assurons la diffusion dans les divers établissements. Tous nos camarades prêts à participer au travail de ce collectif sont invités à se faire connaître en écrivant à P.SOUFFRIN, SNCS 342 rue Saint-Jacques PARIS 5ème.

Notre Syndicat vous appelle à contribuer à mettre fin aux souffrances du peuple Vietnamien et à aider à éteindre le foyer de guerre allumé en Asie, en exprimant en toutes occasions votre solidarité, en prenant part à toutes les actions entreprises contre l'agression américaine et pour la Paix.

Le Directeur Fernand REIDE. Edité par nos soins, 10 rue de Solférino Paris VII°